Vendredi 16 décembre 1977 No 789

1 F

l'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

Interrogé sur les relations franco-algériennes

GISCARD VOUDRAIT INVERSER LES ROLES

Interrogé sur la dégradation des rapports franco-algériens, Giscard a osé déclarer : «Depuis 1975, j'ai traité tous les problèmes concernant l'Algérie conformément aux bonnes règles qui régissent les relations internationales».

Rien n'est plus faux ! L'impérialisme français n'a pas renoncé, on l'a vu récemment, à ses rêves de remettre les pieds en Afrique du Nord. Il s'est ingéré grossièrement dans l'affaire du Sahara Occidental et n'a pas hésité dernièrement, prenant prétexte de l'enlèvement de deux techniciens français en Mauritanie, à menacer l'Algérie d'une intervention.

Ceci simplement parce que l'Algérie soutient la lutte de libération nationale du peuple sahraoui, lutte qui s'avère contraire aux intérêts impérialistes que la France poursuit encore dans cette région du monde.

Le policier Marchaudon lors de la reconstitution du meurtre du jeune Algérien, Mustapha Boukhezzer. Calme, souriant, très détendu, il se sent manifestement protégé. Le voilà le vrai visage du régime à l'égard des ressortissants algériens.

Quant aux travailleurs algériens en France, Giscard n'a pas hésité à les prendre comme otages et à s'en servir pour faire pression sur l'Algérie comme l'avaient d'ailleurs fait les gouvernements français précédents. Il semble décidé à continuer dans cette voie puisqu'il a ajouté : «Je souhaite qu'il n'y ait pas d'interférence algérienne dans la politique intérieure de la France... Les Français ne l'acceptent de personne».

N'est-ce pas là un encouragement voilé aux attentats racistes que le gouvernement laisse commettre en tout impunité.

Mais Giscard se trompe s'il pense pouvoir abuser les travailleurs français par ces déclarations tonitruantes. Ils ont au contraire resserré leurs liens avec les travailleurs immigrés, notamment algériens. C'est en fait sa politique d'ingérence et de racisme qu'ils n'acceptent pas.

Travailleurs immigrés

Halte aux crimes racistes !

Malgré ses belles paroles sur la «protection» des immigrés, le gouvernement bourgeois, dont les mesures Stoléru ont servi de détonateur à l'avalanche de crimes racistes récemment perpétrés, ne fait rien pour empêcher les assassinats racistes.

Bien plus avec deux affaires récentes qui mettent en lumière la complicité de deux piliers de l'État bourgeois – police et justice – le gouvernement capitaliste fait la preuve, tous les jours, de sa responsabilité dans les crimes racistes.

L'affaire scandaleuse du brigadier Marchaudon, souriant à la reconstitution du crime qu'il a commis sur la personne d'un jeune immigré, montre bien qu'il sait qu'il ne craint rien.

Le rejet du pourvoi en cassation de Youcef Kismoune, accusé à tort d'un meurtre que, semble-t-il il n'a pas commis, montre aussi que la justice soutient les gens qui ont mis le meurtre de la vieille dame, dans l'Oise, sur son compte.

Bien plus, de nouveaux attentats ont été commis hier à La Garde (Var) : deux coktails molotov ont été lancés contre les bâtiments d'un foyer Sonacotra abritant en majorité des travailleurs immigrés maghrebins.

Un individu se réclamant des «commandos Delta» a revendiqué l'attentat en précisant qu'il ne s'agissait que «d'un avertissement».

A Nice, c'est dans un grand café du centre qu'une fausse alerte à la bombe a été revendiquée toujours par des individus des «commandos Delta». Dans la nuit du 4 au 5 décembre, un attentat à la bombe avait été revendiqué par «une aile noire du commando Delta», toujours à Nice.

Tous ces faits mis bout à bout montrent plus que clairement que les racistes sont puissamment aidés par le gouvernement.

La politique raciste, c'est Giscard et sa clique qui la déterminent et la mettent en place. Leur bras armé, ce sont les groupuscules fascistes et racistes, nostalgiques de l'Algérie française.

Giscard est un fieffé menteur quand il parle des immigrés. C'est un sinistre plaisantin quand, pour se faire une bonne publicité, il reçoit des éboueurs à manger à l'Élysée, un matin de 1er janvier.

Les travailleurs sauront bien mettre fin aux innombrables crimes que lui et ses semblables encouragent.

• Maroc

Libertés pour les prisonniers politiques !

Au sortir de l'hiver de cette année, 176 militants se réclamant du marxisme-léninisme ont été condamnés à de très lourdes peines de prison.

Leur résistance à la répression féroce du gouvernement marocain n'a pas cédé d'un pouce. Actuellement, de très nombreux prisonniers politiques ont entamé une grève de la faim pour dénoncer leurs conditions de détention.

Après la mort de Saida Menebhi, la grève de la faim continue. Trois grévistes sont dans le coma dont deux femmes, Fatima Oukacha et Rabea Ftouh.

La libération des prisonniers politiques au Maroc doit être exigée immédiatement.

Meeting du MJCF à Paris

Le bide !

La jeunesse n'était pas au rendez-vous du PCF, à Paris, mercredi soir. Le mouvement de jeunesse du PCF organisait un «grand meeting» ; trois débats sur l'autogestion, l'union pour le changement et le nucléaire ; trois pontes : (Malberg et Fizbin du PCF), Catala, secrétaire général de la Jeunesse.

A 20 h 30, il y avait un peu plus de 100 personnes, perdues dans une des salles de la Mutualité. Une heure après, il n'y avait eu aucun applaudissement, une série de discours monocordes, tristes et graves. La réponse à toutes les questions étant : le PS a viré à droite, il faut le pousser à gauche.

Discours tellement passionnants et mobilisateurs que vers 21 h 30, quand commença le débat sur le nucléaire, il restait en tout et pour tout 41 personnes !

• EDF-GDF

Grève Vendredi

Comme on pouvait s'y attendre, la réunion entre les directions syndicales CFDT et CGT d'EDF-GDF et la direction de cette entreprise n'a rien donné. Boiteux soutenu par le gouvernement, n'a rien lâché et c'est confus et marri que les grands dirigeants syndicaux ont quitté la salle de réunion.

La décision de suspendre le mouvement de grève contre de prétendues négociations montre l'attitude irresponsable des dirigeants syndicaux.

Vendredi, ils appellent à la grève. Et après que proposent-ils aux travailleurs d'EDF-GDF ? Rien ou presque. Pour les dirigeants CGT, les choses sont claires : il n'y aura pas de mouvement pendant la «trêve des confiseurs» – de Noël au Premier de l'An.

En effet, la direction CGT d'EDF-GDF a déclaré «qu'elle réunira ses militants le 1er janvier 1978 pour décider de la suite à donner au mouvement».

Il est bien clair qu'une telle déclaration entérine la volonté de ces dirigeants de tout faire pour que d'ici mars 78 tout se passe dans le calme.

Mais il leur faudra compter avec la détermination des grévistes de l'EDF et leur volonté de lutter pour faire aboutir leurs revendications.

• Sahara Occidental

Libération des prisonniers

Dans un communiqué, le Front Polisario a annoncé sa décision de libérer les huit Français qu'il détenait, ceci étant un geste de bonne volonté de sa part. Ce communiqué déclarait notamment :

«... La libération de ces prisonniers n'était pas la préoccupation réelle du gouvernement français et leur sort n'a été soulevé que pour servir d'alibi et de couverture à l'intervention militaire directe française dans une nouvelle guerre coloniale.

»Le Front Polisario, quant à lui, en toute responsabilité politique et soucieux de maintenir les liens d'amitié, d'estime et de solidarité avec le peuple français, a décidé du principe de la libération des huit prisonniers et du processus y conduisant».

• Oise

Un travailleur algérien condamné à 20 ans de prison à la place de quelqu'un d'autre

C'est une affaire particulièrement scandaleuse : un travailleur algérien a été condamné, le 20 mai 1977, à vingt ans de réclusion par la Cour d'assise de l'Oise. Il est accusé, très certainement à tort, du meurtre, le 26 mai 1975, d'une vieille dame, Mme Bécart.

Cette condamnation repose sur la dénonciation d'une tenancière de café, une dénommée Mme Brunel, indicatrice de police et amie depuis dix ans d'un flic du commissariat de Creil. Le mari de Mme Brunel, lui, a été impliqué dans un certain nombre de vols et d'agressions à main armée en 1975.

Le travailleur algérien condamné, Youcef Kismoune, ajusteur, célibataire, allait souvent au café tenu par les Brunel. Ceux-ci le connaissaient donc et, pour couvrir certainement l'auteur du crime, ils ont pensé à l'accuser. La condamnation de celui-ci ne repose que sur une chose : la dénonciation de l'indicatrice. Aucune preuve n'est apportée à l'appui.

Pour appuyer la dénonciation de la tenancière du café, le flic, ami de celle-ci, avait de plus imaginé de faire déposer la fille des Brunel , Fabienne. Il l'avait amenée lui-même au commissariat pour, qu'à son tour, elle accuse Youcef.

Mais en pleine audience, lors du procès, Fabienne s'est rétractée et a avoué que ce qu'elle avait dit, lors de sa déposition au commissariat sur la participation de Youcef au crime, ne lui avait pas été rapporté par Youcef lui-même, mais par sa mère.

Ainsi donc il apparait que c'est la police elle-même qui aurait poussé Fabienne à déposer et à raconter un mensonge pour faire condamner le travailleur algérien à la place du vrai coupable. Il apparait à l'audience qu'il y a eu machination contre Youcef , que la police de Creil a trempé dans celle-ci, que les époux Brunel, très liés avec la police et en même temps truands, sont pour le moins complices du meurtre. C'est ce qu'a affirmé Gisèle Halimi, avocat de Youcef.

Une fois déjà, les Brunel avait tenté d'accuser Youcef dans une affaire de vol, mais cela n'avait pas marché : un non-lieu avait été rendu en janvier 1977.

Youcef, lui, a toujours crié son innocence. Il s'est pourvu en cassation.

Ainsi donc la justice n'hésite pas à condamner un travailleur algérien sans la moindre preuve, à couvrir des truands et des flics qui fricotent ensemble. Une affaire scandaleuse de racisme..., à suivre

Prisons

• Dradignan (Gironde)

Succès partiel des prisonniers

La grève de la faim, entamée par les prisonniers de Gradignan (Gironde), le 29 novembre, a pris fin au bout de cinq jours. Les détenus ont obtenu satisfaction sur les questions qui pouvaient être réglées par la direction et les instance régionales. Mais le principal reste inchangé, c'est-à-dire les mesures qui relèvent du droit pénal et judiciaire. Les détenus ont suspendu leur grève jusqu'au 20 janvier 1978. Ils la reprendront après si rien n'a été changé du point de vue pénal et judiciaire d'ici là.

La bourgeoisie voit d'un très mauvais œil les prisonniers se dresser contre sa dictature. Ici, à Bordeaux, cela s'est matérialisé par l'arrestation et la mise en garde à vue d'un militant du Comité d'action des prisonniers, libéré depuis trois semaines de la prison de Gradignan et actuellement en sursis. Ce camarade a été perquisitionné et menacé. Il lui a été dit : *« La prochaine fois, c'est une balle dans la tête »*.

Les communistes marxistes-léninistes soutiennent activement et popularisent la lutte des prisonniers parce que ce sont, dans l'écrasante majorité, des gens issus du peuple travailleur, victimes de l'exploitation capitaliste et de la répression.

Correspondant HR Bordeaux

• Angers

Succès du film «Nous aurons toute la mort pour dormir»

Ce film retrace la lutte du peuple sahraoui. Il était projeté au cours d'une réunion organisée par le Comité angevin des « Amis de la République arabe sahraouie démocratique ».

Ce fut un franc succès. La salle ne fut pas assez grande et il fallut faire une seconde projection après le débat. Celui-ci fut marqué par la détermination à soutenir la lutte du peuple sahraoui. Cette réunion a permis au comité de se renforcer, une dizaine de personnes ayant pris contact.

A bas l'impérialisme français !

Correspondant HR

• Afrique du Sud

UNE NOUVELLE FARCE D'INDEPENDANCE

Il ya quelques jours, le Bophuthatswana, second «foyer noir» fabriqué par le régime raciste sud-africain, proclamait sa prétendue indépendance. Comme le Transkei bantoustan, proclamé indépendant il y a un an, il est le produit de la politique raciste d'apartheid, pratiquée par les autorités sud-africaines.

Alors que le mouvement des Noirs d'Afrique du Sud et la lutte de libération en Afrique australe connaissent un vigoureux essor, le régime de Vorster tente de poursuivre la politique de discrimination raciale, baptisée cyniquement «développement séparé», en vue de créer en Afrique du Sud un «Etat blanc» occupant 86% du territoire du pays et de plusieurs «foyers noirs», couvrant moins de 14%.

Le Bophuthatswana «indépendant» est intégralement sous la coupe des autorités sud-africaines. Le territoire «national», d'une superficie de 38 000 km2, est constitué de six enclaves dispersées dans trois provinces sud-africaines. Par des «traités» et des «accords», Vorster contrôle sa Défense nationale, ses affaires intérieures et extérieures, son économie etc...

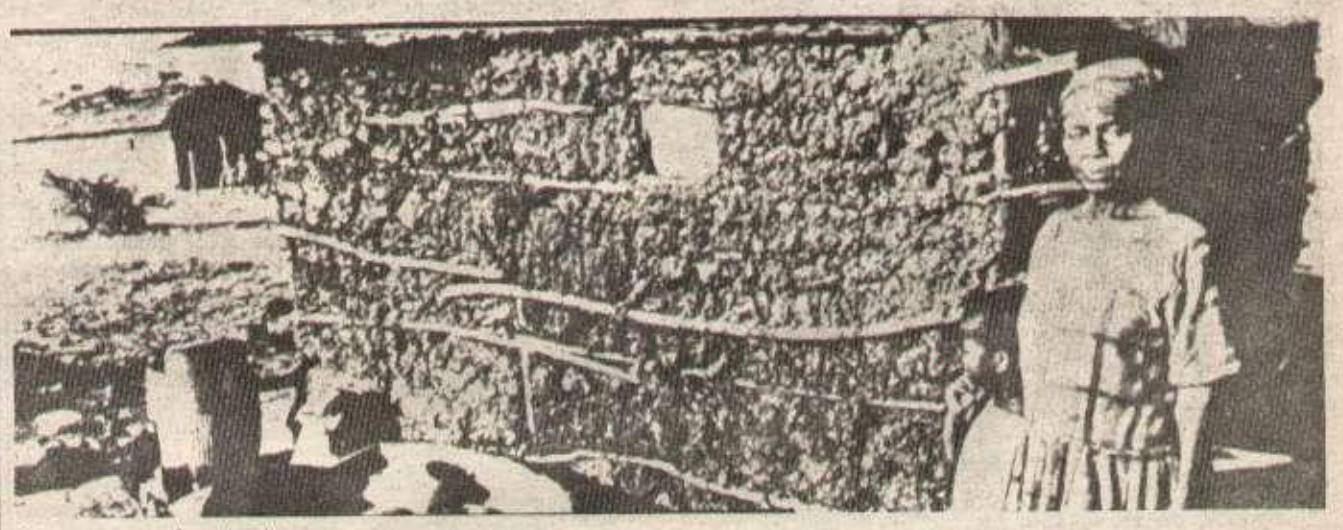
La moitié de ses députés sont désignés par Prétoria qui se charge aussi de former et de nommer des fonctionnaires. Le budget dépend à 80% de celui de l'Afrique du Sud et les riches ressources minérales de ce territoire sont entièrement entre les mains de Blancs sud-africains.

La majorité écrasante de la population du territoire a boycotté cette farce, refusant de prendre part aux élections d'août dernier, alors que des manifestants incendiaient le siège de la future Assemblée législative.

Dans une déclaration rendue publique le 5 décembre, le Congrès national africain (CANC) a affirmé : *« L'indépendance ne changera en rien le caractère de réservoir de main-d'œuvre à bon marché du Bophuthatswana au profit de la soi-disant Afrique du Sud des blancs. »*

De son côté, le Congrès Pan-africain d'Azanie (PAC) affirmait :

« l'intensification de la lutte de libération en Azanie témoigne de la détermination nationale de s'engager dans un combat inflexible pour libérer le pays tout entier, et de maintenir son intégrité territoriale sous un pouvoir démocratique ».



Dans un camp bantoustan

• Argentine

La dictature de Videla continue de sévir. Lundi, un dirigeant péroniste fut enlevé : un disparu qui s'ajoute aux 30 000 que l'on peut dénombrer à l'heure actuelle. 30 000, c'est vraiment beaucoup et Videla a voulu justifier ses crimes. Il a déclaré que ces disparitions sont la conséquence de la *« guerre qui se termine ». « Dans toute guerre il y a des survivants, des morts, des disparus ».*

Aucune pudeur n'étouffe cet assassin. Mais cette guerre dont il parle, la guerre du peuple, contre ses exploiteurs, elle est loin d'être terminée et toute la répression aussi atroce soit-elle n'a pas fait reculer la mobilisation du peuple argentin. Celui-ci l'a prouvé récemment par les grandes grèves qui ont secoué le pays.

La dictature s'attaque à tous ceux qui de près ou de loin apportent leur soutien à ceux qui vivent la répression quotidienne. C'est le cas de huit Français dont deux religieuses enlevées le 8 et le 10 décembre. Ils s'agit de deux infirmières chargées de soigner les plus pauvres de la paroisse. Ces deux personnes étaient en contact avec le groupe de personnes, mères des disparus, qui se réunissent toutes les semaines sur la place Mayo pour faire connaître leur action et dans le but de faire pression sur le gouvernement militaire et obtenir des nouvelles des disparus.

Malgré toutes ces disparitions, ces assassinats, ces emprisonnements, la dictature de Videla ne parvient pas à étouffer les luttes populaires et toutes les campagnes de dénonciation des ces actes.

• Pérou

D'importantes grèves se déroulent en ce moment au Pérou. Notamment la grève de 9 000 mineurs de la mine de cuivre de Toquepala, dans le sud du pays.

Le gouvernement a déclaré la grève illégale. Malgré cela, elle se poursuit. Les ouvriers se sont mis en grève principale ment pour la réintégration de dirigeants syndicaux licenciés pour leur participation à la grève générale du 19 juillet dernier.

Le gisement de Toquepala, exploité par la société américaine de «Southern Peru Copper Corporation», produit plus de la moitié du cuivre exporté par le Pérou. D'où la panique du gouvernement. Mais il n'est pas au bout de ses malheurs. LUNDI DERNIER : 30 000 fonctionnaires péruviens du secteur de la santé ont commencé une grève générale de durée indéterminée. POUR SOUTENIR les 8 000 grévistes des mines de Toquepala, et des entreprises sidérurgiques de Chimbote.

Ces grévistes qui se répartissent sur 155 hôpitaux, centres de santé et antennes médicales, réclament aussi une augmentation de salaire et la titularisation de 4 000 contractuels.

• Canaries

Mardi, les manifestants se sont heurtés violemment aux forces de l'ordre. Par la suite, seize personnes furent arrêtées. Les manifestants avaient élevé des barri cades, et ripostaient, attaquant les forces de police en leur jetant des pierres. Mardi après-midi, avait lieu à Las Palmas, l'enterrement du jeune canarien assassiné par la garde civile lundi.

En Espagne, des banderoles furent installées à l'entrée des universités dénonçant l'action de la garde civile à Tenerife. A Madrid, plus que 4 000 étudiants manifestant contre l'assassinat du jeune canarien se sont affrontés aux forces de police.

• Afrique du Sud

Les Noirs sont les victimes d'une exploitation féroce dans les mines d'amiante.

Lundi, la Société « Cape Asbestos SA » a annoncé le licenciement de plus de 4 000 mineurs noirs et de 200 mineurs blancs. Elle a aussi annoncé que pour le second trimestre 1978, il y aurait 1000 nouveaux licenciements.

• Grande Bretagne

les pompiers britanniques, en grève depuis cinq semaines ont manifesté mardi matin devant le Parlement, contre le refus de celui-ci de satisfaire leurs revendications .

Dans la nuit de lundi à mardi, 200 pompiers en grève ont empêché six jaunes de travailler. La police est intervenue contre eux.

Le gouvernement avait proposé aux pompiers une augmentation de 10% mais déjà trois fédérations ont refusé, leurs revendications étant une augmentation de 30 %.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

LES ASSEMBLEES POPULAIRES

Nous avons déjà parlé de l'Assemblée nationale, telle qu'elle existe actuellement, en système capitaliste. Cette assemblée bourgeoise a des pouvoirs très limités. Elle vote le budget et les lois de l'État capitaliste. Mais le véritable pouvoir appartient au président de la République et au gouvernement qu'il nomme.

De toute façon, c'est l'ensemble de la machine d'État de la bourgeoisie qu'il faut détruire. Seule la victoire de la révolution prolétarienne, détruisant l'État capitaliste, et l'instauration de la dictature du prolétariat pourront permettre les transformations nécessaires. Ceci sous la direction du parti révolutionnaire du prolétariat.

Quelles seront, sur ce plan, les grandes lignes du nouvel État prolétarien ? Sa base institutionnelle permanente sera constituée par des assemblées populaires. Elles seront du type de celles innovées lors de la Commune de Paris et comparables aux soviets en Russie. Elles auront été préparées dans la pratique pendant toute la période pré-révolutionnaire, sous les formes nécessitées par les conditions de lutte.

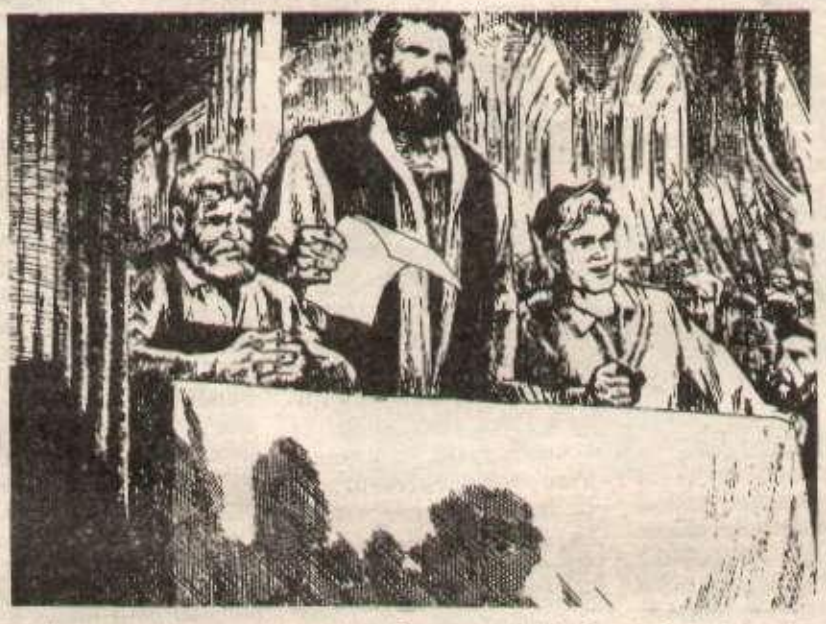
«La source du pouvoir n'est pas la loi, préalablement discutée et votée par un parlement, mais l'initiative des masses populaires» disait Lénine, quelques mois avant la Révolution d'Octobre 1917. Ce pouvoir, c'est celui du prolétariat et des masses populaires : dans les usines et les entreprises de toutes sortes, dans les quartiers des villes, dans les villages, dans l'armée, dans les unités d'enseignement, etc.

Ces assemblées populaires seront caractérisées par :

– leur contenu de classe. En seront exclus en effet les capitalistes, les propriétaires fonciers et autres exploiteurs.

– leur fonctionnement. Leur fondement reposera sur une véritable démocratie prolétarienne : droit à la parole pour tout participant sans autre condition que son appartenance de classe, c'est-à-dire sans discrimination de race, de nationalité, de sexe et d'âge.

– la désignation des représentants de chaque assemblée populaire s'effectuera suivant le principe : assemblée générale et vote public. Ces représentants seront tenus d'informer et de rendre des comptes, systématiquement et périodiquement à leurs mandants. Ils seront révocables à tout instant sur simple décision de l'assemblée populaire. Ils ne percevront pas de salaire supérieur à celui fixé pour la majorité des travailleurs et devront partager les conditions de vie des masses.



Dessin sur les assemblées populaires de la Commune de Paris extrait de la brochure «Vive la Commune de Paris» (E 100).

Les délégués des assemblées populaires de base participeront à des assemblées populaires communales, cantonales, départementales, régionales et nationales.

Celles-ci élaboreront de manière démocratique une constitution socialiste, prolétarienne. A leurs niveaux respectifs, elles participeront au pouvoir législatif, exécutif et judiciaire, elles contrôleront l'application des lois de l'État de dictature du prolétariat en liaison étroite et constante avec les masses. Cela dans tous les domaines.

106e ANNIVERSAIRE DE LA COMMUNE DE PARIS MANIFESTATION ET MEETING DES COMMUNISTES MARXISTES-LENINISTES DE L'HUMANITE ROUGE

Commandez la brochure «Paris 19 mars 1977» à l'adresse suivante : APN-Editions BP 279 75886 Paris Cedex 18

• Villeneuve d'Ascq (Lille)

La gauche pleine de convoitises

Villeneuve d'Ascq est une «ville nouvelle» construite de toutes pièces dans la banlieue de Lille.

La construction d'une telle ville, c'est une bonne affaire pour les entreprises capitalistes et chacun y trouve son compte. Quelques exemples : *«à ville nouvelle, transports nouveaux» !* On veut donc installer une ligne de métro qui reliera la nouvelle ville à la métropole. Pour cela, on va défoncer toute une série de quartiers populaires, mais le métro passera. La bonne affaire, c'est pour Matra, l'entreprise en «pointe».

Un autre exemple : *«A ville nouvelle, logements nouveaux».* On va donc construire des HLM «nouveau stylе». C'est un architecte parisien qui remporte le paquet. Seulement, voilà à Lille on ne l'entend pas comme ça. Les gros bonnets locaux du bâtiment veulent manger tout seuls le gros gâteau.

Alors, c'est Caroni, un trust local qui rafle le morceau. Trois mois après la livraison, les plafonds commencent à tomber, des tâches d'humidité apparaissent un peu partout. On a dû rogner sur l'étanchéité un peu trop !

La gauche dans le fromage financier

Mais *une ville nouvelle, ça n'intéresse pas seulement les producteurs, ça intéresse aussi les politiciens.* Et les politiciens de gauche s'y sentent fort à l'aise. Il faut dire que la ville nouvelle, c'est l'œuvre de Mauroy, le maire de Lille, et Notebart, patron de la Communauté urbaine, autre grand socialiste.

Encore un autre exemple à ce propos : la municipalité, c'est évidemment l'Union de la gauche. Et dans une ville, il faut des magasins, mais des magasins modernes. Auchan va donc installer au cœur de la cité un centre commercial géant de luxe, avec galeries commerciales et tout et tout. Pour lancer un centre commercial pareil, il faut du tapage et on en a les moyens. Alors on utilise tout, la presse, les moyens audio-visuels, tout. On sort même une luxueuse revue, sur papier glacé. Et dans le premier numéro de cette revue, distribuée gratuitement dans toute la région de Lille, savez-vous ce qu'on trouve en deuxième page ?

Une interview de Caudron, maire de Villeneuve d'Ascq qui explique ce que doit être une ville moderne, l'expression des habitants et que s'il n'y a pas assez de sous, c'est la faute du gouvernement.

Belle alliance, en vérité, de ce géant de la consommation capitaliste et de cette mairie nouveau style, tout autant attachée à ce beau système capitaliste !

Les petits commerçants pourront apprécier, au moment où Barre les rend responsables de la hausse des prix.

Suite page 6

Constitution de 1958

Le sénat

Un auxiliaire direct du gouvernement

Une des caractéristiques de la Constitution de 1958 est le net affaiblissement des pouvoirs du Parlement au profit de ceux du président de la République et du gouvernement, désormais responsable devant lui.

Traditionnellement, les constitutions bourgeoises françaises sont fondées sur le principe d'un Parlement divisé en deux chambres : L'Assemblée nationale et le Sénat. Mais les pouvoirs des deux ont varié considérablement. Tout puissant dans la Constitution de 1875, le Sénat devenu Conseil de la République, n'émettait plus guère que des «avis» non obligatoires dans celle de 1946.

La Constitution de 1958 a nettement redoré son blason, dans un but politique bien précis.

Contrairement aux députés siégeant à l'Assemblée nationale, élus au suffrage universel direct, les sénateurs sont élus au suffrage universel indirect par les députés, les conseillers généraux et les représentants des conseils municipaux qui constituent à eux seuls 97 % de leur corps électoral. Ce fait a valu au Sénat le surnom de «Grand conseil des communes», essentiellement rurales, d'ailleurs, les villes étant largement sous-représentées. (Les villes de plus de 10 000 habitants représentant 41 % de la population, n'ont que 21 % des délégués sénatoriaux). Le Sénat est censé assurer «la représentation des collectivités territoriales de la République». Au nombre de 275, les sénateurs sont élus pour 9 ans, renouvelables par 1/3 tous les trois ans.

Cette prépondérance des notables des campagnes est voulue par la bourgeoisie – deux précautions valent mieux qu'une – pour donner au Sénat un rôle conservateur susceptible de freiner les «débordements» éventuels d'un suffrage universel, pourtant totalement truqué. Ces sénateurs en 1936, par exemple, se sont montrés comme les adversaires les plus acharnés du Front populaire.

La Constitution de 1958 a organisé le rôle du Sénat d'une manière très révélatrice. Si ce gouvernement n'intervient pas, il y a égalité absolue des deux chambres en matière d'élaboration et d'adoption des lois... dans le cadre très restrictif fixé à cette fonction par la constitution. Une loi n'est alors adoptée que si les deux chambres votent le même texte. Une «navette» indéfinie peut ainsi s'établir entre les deux chambres. A tout moment, l'une d'elle peut enterrer les projets de l'autre en refusant de les examiner. Mais le Sénat ne peut bloquer les textes législatifs votés par les députés que si cela sert les projets du gouvernement. Dans le cas contraire, ses pouvoirs sont réduits à néant, le gouvernement pouvant, après une double navette, saisir l'Assemblée nationale du texte sujet de désaccord, en lui demandant de statuer définitivement. le Sénat a ainsi une mission précise qui peut prendre tout son sens en cas de succès de l'opposition bourgeoise «de gauche» aux élections législatives : freiner la liberté d'action de l'Assemblée quand elle est en désaccord avec le gouvernement que contrôle le président de la République.

La bataille politique de 1978

PARIS 19e

LA SITUATION DU QUARTIER

Quartier populaire, le 19e l'est encore, mais cela n'est pas du goût des pouvoirs bourgeois. Les fermetures d'entreprises sont nombreuses et les 1 900 licenciements de l'imprimerie Lang sont un exemple marquant des suppressions d'emplois ces dernières années : ceux-ci sont passés de 77 738 en 1962 à 56 551 en 1974 dont 30 % d'ouvriers (37,5 % en 1965).

Si la population a moins baissé que dans d'autres quartiers (moins 2 % de 1968 à 1975 au lieu de moins 11,8 % sur Paris), c'est que la construction de grands immeubles de luxe y va bon train. Les prix des appartements neufs est passé de 2 200 F le m2 en 1966 à 5 000 F aujourd'hui et le loyer du moindre deux pièces dépasse 1 000 F : pour les nombreux travailleurs, français et immigrés, les personnes âgées, qui sont expulsées pour permettre aux sociétés immobilières de faire leur trafic, c'est impossible. Le minimum vieillesse est à 916 F et le SMIC à 1 740 F pour 40 heures par semaine (depuis le 1er décembre !).

Les trafics et les scandales, le 19e arrondissement en compte quelques uns de taille.

LES ABATTOIRS DE LA VILLETTE

La construction de ces abattoirs, porte de Pantin avaient été décidée en 1957 par le Conseil municpal et devait résoudre le problème de l'approvisionnement en viande de Paris.

Plus d'un milliard cent millions de francs en 1974 ont été puisés dans les poches des contribuables parisiens pour la construction de ces abattoirs modernes qui n'ont jamais été utilisées !

Car en 1974, le pouvoir capitaliste a décidé d'abandonner le projet pourtant presque achevé. Les responsables de cette dilapidation de fonds publics (qui ont abondamment rempli, sur le dos des travailleurs, les coffres de quelques sociétés capitalistes)) n'ont jamais été inquiétés. Aujourd'hui, Chirac, maire de Paris, est plus pressé d'augmenter les impôts locaux de 10 % pour 1978 que de s'occuper de ce scandale où ont trempé certains de ses amis : Michel de Grailly, député UDR, ne présidait-il pas à cette époque la société d'économie mixte du marché de la Villette ? Quant aux députés actuels du 19e , Paul Laurent, et Henry Fiszbin, dirigeants du PCF*, ils se taisent aussi : ils n'ont pas été plus loin que le dépôt de quelques papiers à l'Assemblée nationale bourgeoise.

LE CES PAILLERON

Depuis le 6 février 1973, date de l'incendie, les deux jeunes qui avaient mis le feu à une poubelle ont été condamnés (quatre à cinq ans de prison avec sursis). Quant aux vrais responsables, qui passent ces temps-ci devant le tribunal, la justice cherche les moyens de les disculper ! Encore a-t-il fallu la tenace action des parents des victimes pour que s'ouvre le procès.

ASPECT DE LA RÉNOVATION

La place des Fêtes dans le sud du quartier, tout en haut de la rue de Belleville, est peu à peu entourée de grands immeubles. Les habitants ont eux-mêmes mis sur pied une maison de quartier, aucune n'existait et n'était prévue pour un quartier qui doit compter 15 000 habitants. Depuis 6 ans, elle se bat pour être reconnue comme telle par la ville de Paris et disposer légalement des lieux qu'elle loue, mis en vente par les propriétaires et que la ville refuse d'acheter : il sera peut-être plus intéressant d'en faire un objet de spéculation pour promoteurs ! Aujourd'hui PFA (Place des Fêtes Avenir) risque de se retrouver à la rue : le pouvoir cherche à briser toute tentative de regroupement ou d'organisation de locataires, parents d'élèves, travailleurs etc.

IMMIGRÉS

Ils sont nombreux et partagent les mêmes difficultés (hausse des prix, chômage, rénovation, expulsions, absence d'équipements sociaux-culturels et sportifs, etc.) que les autres habitants avec en plus la répression policière, le racisme, les problèmes de langue, les conditions de travail souvent les plus dures. Ils contribuent largement aux luttes dans le quartier : sur la question du logement contre la rénovation et les expulsions (comme au 15 rue de Belleville) contre les foyers-taudis (comme celui de la rue Maturin Moreau), contre les licenciements, et le chômage (à la boulangerie Cadot, à l'atelier de couture du 78 rue de Belleville), contre les hausses de loyer (cité de transit du Relais).

Duper, une fois tous les cinq ans les travailleurs au travers de promesses électorales : voilà à quoi s'emploient, à chaque législative les politiciens de la majorité ou de l'opposition ; ils veulent tous perpétuer la société d'exploitation de l'homme par l'homme ; simplement chaque parti veut la gérer au profit de son propre clan !

Les communistes marxistes-léninistes de France n'ont aucune illusion électoraliste.

En présentant aux travailleurs leurs candidats : de vrais communistes, liés par mille fibres à la classe ouvrière, qui ne sont pas corrompus par des années de discussions et accords de sommets avec des représentants de la bourgeoisie, vivant au cœur du peuple les mêmes dures conditions, les mêmes luttes, les communistes marxistes-léninistes veulent seulement montrer qu'il existe une autre issue, qu'on peut en finir réellement avec la société capitaliste, et que seul le peuple, uni sur des bases de classe, peut réaliser cet héroïque exploit : la révolution.

*Fiszbin pour la 28e circonscription, Laurent pour la 29e, actuels députés du 19e, sont à nouveau candidats, pour le PCF dont ils sont des dirigeants en vue. Ils avaient devancé en 1973 leurs concurrents UDR (RPR RI, CDS : les candidats de la majorité pour 1978 ne sont pas encore connus).

Pour 1978, un socialiste du CERES et un Jobertiste sont sur les rangs dans la 29e et un radical de gauche dans la 28e. Ce dernier, nommé Mattei, était sur la liste, pour les dernières municipales, de son ami... Fiszbin ! En tant que directeur général d'une entreprise employant 1 200 personnes ce Mattei a d'ailleurs bien d'autres amis, galonnés par exemple, comme nous le présente un luxueux dépliant publicitaire, où on le voit aussi en compagnie de Fabre et Mitterrand... La cuisine électorale montre bien à quel point tous ces gens-là sont finalement du même bord : celui des candidats... à la gestion du capitalisme !

UN PASSE HEROIQUE

Un quartier très populaire, un quartier historique du point de vue de la lutte des classes : tel est le 19e arrondissement de Paris.

L'héroisme des Communards «montant à l'assaut du ciel», selon l'expression de Marx, reste gravé dans le cœur du prolétariat international. Pendant 71 jours, les Communards prirent des initiatives de classe et montrèrent, pour la première fois au monde, qu'il était possible de détruire l'État bourgeois et d'instaurer la dictature du prolétariat.

Mais combien de Parisiens, de Parisiennes, de touristes qui visitent ou se promènent dans le parc des Buttes-Chaumont savent, que le 27 mai 1871, quelques 600 Fédérés se battirent avec un héroisme acharné de 10 h du soir à 4 h du matin, sous une pluie battante, contre les Versaillais ? Le combat se termina au petit matin, à l'arme blanche ; héroiques furent les 600 Fédérés qui versèrent leur sang pour le noble idéal qui est aujourd'hui le nôtre : le communisme.

Cette lutte héroique traça pour le prolétariat, pour les peuples du monde, la voie authentique de la révolution prolétarienne.

Fidèles à la Commune de Paris, à la Révolution d'Octobre 1917, à celle d'Octobre 1949 en Chine, les communistes marxistes-léninistes de France utiliseront les élections législatives pour combattre la bourgeoisie monopoliste au pouvoir ; pour redonner confiance à la masse des travailleurs français et immigrés des quartiers populaires, comme le 19e arrondissement de Paris, encore trompés par l'idéologie bourgeoise du révisionnisme moderne, ils participeront activement à la bataille politique de mars 1978.

NOS CANDIDATS

Le 19e arrondissement couvre deux circonscriptions* : la 28e et la 29e.

Dans la 29e circonscription (quartiers Amérique, Pont de Flandres, Villette)

Pierre Baudy

A l'époque de la guerre d'Algérie il a milité pour le soutien au FLN.

Dirigeant de la «Gauche révolutionnaire» (scission du PSU), il participa activement au processus qui conduit en 1974 à la dissolution de cette organisation et au ralliement de ses militants à l'Humanité rouge (il a été membre du comité de rédaction de l'Humanité rouge). Marié, père de trois enfants, il travaille actuellement à l'EDF, dans le 8e arrondissement (la plus grosse concentration : 3 000 travailleurs). Militant syndicaliste actif, il est secrétaire de son syndicat depuis deux ans.

Claudine Ailhaud

La suppléante, Claudine Ailhaud, 26 ans, est secrétaire aux services centraux de l'EDF.

Issue de famille ouvrière militante, elle est licenciée fin 72 avec 300 autres personnes d'une boite de bureaux d'étude où elle avait commencé à être une active syndicaliste. Elle est depuis à l'EDF où elle est actuellement déléguée syndicale.

Elle a rallié l'Humanité rouge en 1974.

Tout comme Pierre Baudy, elle participe à la lutte du personnel des cantines (gérées par la CCAS c'est à dire par des pontes du PCF) pour obtenir le statut du personnel EDF et pour la défense quotidienne de leurs intérêts face à de véritables patrons de combat.

Tous deux ont récemment participé (en avril 1977) à un voyage de syndicalistes en Chine, dont ils ont tiré un livre publié aux Éditions du Centenaire (La Chine telle que l'ont vu 10 syndicalistes).

André Druesnes

Notre camarade André Druesnes se présente dans la 28e circonscription (combat-Villette). Rappelons son long passé de syndicaliste ayant dirigé de nombreuses luttes et assumé diverses responsabilités. Rappelons son combat intransigeant pour la défense du marxisme-léninisme qui lui valut d'être exclu en 1965 du PCF ; rappelons enfin sa participation au congrès de Puyricard qui donna le jour, le 31 décembre 1967, au Parti communiste marxiste-léniniste de France, interdit par la bourgeoisie le 12 juin 1968. André Druesnes habite le 19e arrondissement depuis près de 20 ans.

Jean Pierre Rispal

Son suppléant, Jean-Pierre Rispal, 29 ans, travaille à la SNCF depuis 1970, d'abord en banlieue, et depuis 1973 à la gare de l'Est, comme «agent mouvement». Une lutte menée contre des suppressions de postes et non soutenue par les syndicats lui a valu d'être mis sur la touche par les dirigeants du PCF. Il a depuis renoué avec le militantisme syndical et s'occupe de questions sociales (logement des travailleurs par la SNCF) dans le cadre d'une commission paritaire où il s'oppose aux pratiques révisionnistes, qui consistent à accorder en priorité des logements aux petits copains, ou, au mieux, une simple assistance.

Le 5 mai 1967, le mouvement communiste français (marxiste-léniniste) qui menera quelques mois plus tard à son terme la tâche qu'il s'est fixée (constituer le Parti communiste marxiste-léniniste), organise à la Mutualité un meeting de «soutien à la juste lutte du peuple vietnamien». 600 nervis du PCF ayant investi la salle avant pour empêcher ce meeting, agressèrent sauvagement plusieurs de nos camarades, dont André Druesne qui dut passer trois jours à Cochin (traumatisme crânien et du thorax). Les hommes de main du PCF sortirent sous la protection d'un aoudie cordon de CRS, face à 1 500 manifestants arrivés sur les lieux entre-temps. Ils venaient de révéler la nature social-fasciste de ce parti, qui ose encore se dire communiste : le PCF. Parmi eux, un nommé Fiszbin...

La bataille politique de 1978

GENNEVILLIERS

1975. Les ouvriers français et immigrés de chez Chausson sont en grève avec occupation depuis le 14 mai. Le 28 juin, au petit matin, des centaines de CRS investissent les usines Chausson à Gennevilliers, Asnières et Villeneuve la Garenne. La direction voulait briser la grève en faisant évacuer les matrices nécessaires à la fabrication des pièces qui manquaient chez Renault.

Pendant plusieurs jours, les grévistes français et immigrés vont affronter tous leurs ennemis dans une lutte de classe acharnée. Bénéficiant de la solidarité active des travailleurs des Cables-de-Lyon de Clichy, qui sont en grève depuis cinq semaines, de tous les travailleurs de Gennevilliers, et de la population, ils vont s'opposer aux flics, attaquer les camions destinés à évacuer les matrices: jour et nuit, on entendra scander et chanter : *«CRS hors de Chausson», «Français immigrés, même patron, même combat», «Chausson, Cables de Lyon solidarité».*

Les jeunes des cités avoisinantes, mais aussi les plus âgés, seront aux côtés des grévistes pour harceler les flics, lapider les voitures des cadres-jaunes. Ce sont eux que Lanternier (maire PCF) et sa clique traiteront de provocateurs. C'est à eux, travailleurs en lutte, que les chefs PCF de Gennevilliers s'opposeront violemment pour protéger les flics et saboter les grèves. Un vieil ouvrier devant dire, parlant des révisionnistes : *«Ce sont eux les provocateurs, ils refusent de mobiliser les ouvriers des autres usines, un jour ou l'autre, les ouvriers ne taperont plus seulement sur les CRS, mais aussi sur ces traitres !»*

A Chausson, il existe une section du PCF qui déclare une vingtaine de cellules... Ces deux aspects de Chausson c'est un peu à l'image de Gennevilliers.

GENNEVILLIERS : LA CLASSE OUVRIERE

Gennevilliers, c'est la classe ouvrière en nombre, en forte concentration : Chausson, La Général Motors, Thomson, Carbone Lorraine, la Snecma, Delachaux et beaucoup d'autres.

Ici, pas de quartier de luxe, rien que des cités HLM. Plus d'un quart de la population est constituée par nos frères de classe, les travailleurs immigrés. Beaucoup d'entre eux habitent encore les cités de transit ou les hôtels. Et la municipalité voudrait bien qu'ils aillent habiter à Neuilly ou ailleurs parce qu'après, au-delà de 12 % d'étrangers, "ça devient intolérable" ! Quant aux jeunes à Gennevilliers comme ailleurs, le capitalisme ne leur offre comme seul horizon que le chômage et l'ennui des cités.

Ici, ils ne sont vraiment qu'une poignée, ceux qui peuvent trouver quelque chose de bon au capitalisme.

UN PASSÉ GLORIEUX

C'est Jean Grandel, dirigeant de la fédération des PTT-CGT, volontaire dans les brigades internationales, fusillé à Chateaubriand en 1941 par les nazis, qui fut en 1935 le premier maire communiste de Gennevilliers. Aujourd'hui, une cellule du PCMLF porte son nom. A cette époque, le PCF c'était la voix sans micro, ni cravate, qui organisait pour la lutte, qui courrait les maquis. Aujourd'hui, le PCF c'est la mairie de 17 étages qui est en construction à Gennevilliers et une voix qui parle les langages de la trahison.

LA VRAIE FAIBLESSE DU PCF

L'appareil du PCF recouvre tout comme une gangue mais sa force et sa solidité ne sont qu'apparentes. Régnant sans partage sur Gennevilliers, les révisionnistes n'ont fait au cours des ans, qu'accumuler les contradictions avec les masses. Les logements sont distribués aux copains des copains, les organisations de masses qu'ils ne contrôlent pas sont soumises à leurs pressions telle la CFDT qu'ils traitent par le mépris. L'expression est soumise à leur censure puisque toutes les salles sont placées sous leur contrôle... Autant de faits que la campagne des marxistes-léninistes permettra de mettre au grand jour.

Pourtant, avant et après la grève des Chausson, les luttes se sont développées. Ce furent la grève aux Cables-de-Lyon de Gennevilliers, l'essor appréciable du mouvement des femmes en particulier autour du MLAC, la lutte contre les circulaires Fontanet-Marcellin, contre le racisme et plus récemment la grève des éboueurs de la CEOM*, la grève de cinq semaines à la General-Motors ou encore les luttes dans des établissements scolaires. Autant de mouvements qui se sont déclenchés en dehors d'eux et malgré eux.

UNE BATAILLE DE CLASSE

Nos camarades Jean-Louis Raboutet et Pierre Boédart, les communistes marxistes-léninistes seront présents pour ces élections de 1978 dans la circonscription de Gennevilliers-Villeneuve-la-Garenne.

Dans cette bataille de classe, ils seront les représentants des ouvriers français et immigrés qui luttent contre l'exploitation, les représentants de la population laborieuse de Gennevilliers, de sa jeunesse.

Ils lutteront sans concessions contre le tenant du pouvoir* et les traitres révisionnistes qui veulent imposer leur loi à classe ouvrière. Ils montreront qu'il existe une issue pour en finir avec cette société, qu'il existe une voie celle de la révolution prolétarienne.

*Le maire de Villeneuve-la-Garenne, Prévot qui appartient à la majorité, sera vraisemblablement le candidat qui sera opposé sans espoir à Bruhnes du PCF.

JEAN-LOUIS RABOUTET

– Q : Jean-Louis, tu es candidat aux élections législatives à Gennevilliers-Villeneuve, tu es surtout connu comme dirigeant syndical des Câbles-de-Lyon, mais quel est ton passé ?

R : J'ai 31 ans, je suis marié et j'ai deux enfants, j'habite Gennevilliers où ma femme est institutrice. Je suis d'une famille ouvrière de Bordeaux, mon pére est cantonnier auxiliaire, ma mère partageait son temps entre les cinq gosses, un petit champ et des ménages. A 18 ans, je «monte» à Paris pour faire une école de cinéma. C'est à Paris, en 1965, que j'ai eu les premiers contacts avec la Fédération des cercles marxistes-léninistes. En juin 1968, j'ai fait partie des 66 pigistes, reporters, cameramen licenciés de l'ORTF.

– Q : En 1970, tu as perdu le contact avec les communistes marxistes-léninistes. C'est à cette époque que tu rentres aux Câbles-de-Lyon. Quand deviens-tu responsable de la section CGT ?

R : C'est en 1973 : les dirigeants PCF de la section démissionnaient ; pour eux, il n'y avait pas de travail possible avec les immigrés ! Les actions se déclenchaient en dehors d'eux, il fallait qu'ils courent derrière les gars. On a essayé de construire un syndicat de classe : d'abord répondre aux besoins des gars, discuter sur les revendications avec le maximum de gars, discuter pour choisir les délégués, régler les contradictions, unir les travailleurs sur une base de classe.

– Q : La grève de huit semaines de 1975 n'était-elle pas la première grève ?

R : Non, à partir du moment où le syndicat se liait aux gars, il a pu lancer les initiatives qui correspondaient aux besoins et à la mobilisation sur la base d'une préparation patiente comme pour la grève des caristes entre les deux tours des élections présidentielles ou contre le contrôle médical où la lutte a duré deux ans. C'est le PCF, en liquidant la section CGT, qui a rendu le contrôle possible.

– Q : Comment s'est passée ton exclusion de la CGT ?

R : D'abord licenciement et exclusion sont intimement liés, tellement liés qu'au tribunal administratif qui confirmait mon licenciement décidé par Durafour, la direction a fait des citations des tracts distribués par les permanents CGT !

Pendant que la direction réussissait à me licencier, grâce au ministre du Travail, le PCF continuait ses attaques. Pour continuer le travail syndical, faire une section solide, les camarades m'ont fait embaucher comme plongeur au restaurant du CE. Alors les dirigeants PCF m'ont exclu : «moi et ceux qui me suivent». Ils ont pris la responsabilité de réduire la section CGT à n'être que la copie conforme de la cellule du PCF ! Ils ont pris la responsabilité de laisser les mains libres au patron pour continuer les licenciements et faire d'autres mauvais coups.

– Q : Et maintenant ?

R : Nous avons mené soigneusement le débat pour expliquer le pourquoi de l'exclusion, discuter ce qu'il fallait faire... Finalement, nous continuons notre section syndicale sous un autre

sigle ; à la réunion de constitution, nous étions une soixantaine. Un succés, compte-tenu de la situation à l'usine, la répression, l'apparition d'une section FO, créée de toutes piéces par le patron en s'appuyant sur un élément lié à l'ambassade du Maroc.

– Q : Et les attaques du PCF continuent ?

R : Oui, sous deux formes : personnelles , «Raboutet, homme de main de la direction et du gouvernement», «payé par les patrons» et contre la section visant à la mettre en difficulté au sein de la confédération.

Mais la grande majorité des travailleurs nous accorde leur soutien, et cela malgré toutes les manipulations de la direction pour favoriser les élections et toutes les calomnies du PCF.

– Q : Mais tu n'es pas seulement un dirigeant syndical ?

R : Non, à toutes les questions que se posent les travailleurs, des explications politiques sont nécessaires. Il faut développer les idées du socialisme, la préparation de la révolution prolétarienne, il faut expliquer le pourquoi des licenciements, des exclusions, quel genre d'«amis» des travailleurs sont les dirigeants révisionnistes.

Pour correspondre avec le journal
Téléphonez au 202-18-29

PIERRE BOEDART

Pierre Boedart sera suppléant, il a 42 ans, il est marié et a deux enfants.

C'est un Gennevillois d'origine, de famille ouvrière, il commence à travailler à 14 ans : bâtiment, apprenti-menuisier, manoeuvre. Sa première grève, il la fera en 1953 à la Sacem à Clichy (actuellement Câbles de Lyon).

De 1953 à 1956, avec son frère, il participe à la construction de l'UJRF (Union des Jeunesses Républicaines de France) (les JC de l'époque). De fait après 58, il s'éloigne de plus en plus du PCF , notamment à propos de la position sur l'Algérie.

Mais il reste inorganisé, s'intéressant au PSU. C'est le vide politique de ces années 60 comme pour beaucoup de sa génération, désorientés par la trahison du PCF..

Mai 68 est un réveil plein d'espoir. Dés le 3 mai, il participe activement à tous les événements. Il recherche une organisation politique, mais sur Gennevilliers, le PC est hégémonique et il le connait. Finalement il prend contact avec le PSU mais sur la base d'un quiproquo car Pierrot est un communiste qui recherche son parti.

Faute de connaitre autre chose, il reste au PSU, mais en dirigeant son activité vers la classe ouvrière, vers Chausson ; en 73 il participe activement aux côtés des travailleurs immigrés à la lutte contre la circulaire Fontanet-Marcellin.

En 1970, il participe à la tendance Gauche Révolutionnaire (GR) ; en 71, il fait partie de la direction nationale du PSU.

En 1973, Pierrot découvre les communistes -marxistes léninistes. Rapidement sa lutte au sein de la Gauche Révolutionnaire prend un sens de classe :

Ayant découvert le parti, Pierrot ne rallie pas seul, il mène la lutte dans la GR. contre son éclatement, pour son ralliement.

Avec les communistes marxistes-léninistes, il continue la lutte de classe sur Gennevilliers, ce qui lui vaut d'être injurié, calomnié dans la «Voix populaire», la feuille locale du PCF.

Attaque qui survient alors que les communistes marxistes-léninistes menaient une large activité antiraciste sur la region, en même temps que se développait activement l'amitié avec la Chine sur Gennevilliers ; car communiste, Pierrot se bat pour la défense du socialisme et la dictature du prolétariat en Chine, il se bat pour organiser les amis de la Chine.

Pierrot est un militant qui a soutenu et participé à toutes les luttes de ces dernières années à Gennevilliers, en maintes circonstances, aux côtés des masses, il a osé faire face aux dirigeants du PCF

La bataille politique de 1978

A PROPOS DE L'ASSASSINAT DE L'OUVRIER ALGERIEN LAID SEBAï

Vendredi 2 décembre, vers 9 h 30 du matin, Laïd Sebaï, gardien de nuit algérien, dans les locaux de l'«Amicale des Algériens en Europe», était assassiné à coups de revolver par un commando fasciste qui devait signer Delta. Parmi tous les témoignages de soutien envoyés à l'«Amicale des Algériens», après ce crime odieux, notre camarade Raymond Biger a écrit au président de l'«Amicale» la lettre que nous reproduisons ici.

Samedi 10 décembre. Paris — Quai de la Rapée, devant l'institut médico-légal. Le cercueil de l'ouvrier algérien Laïd Sebaï, recouvert du drapeau national algérien, est porté vers le corbillard (Photo HR).

Sur le passage du corbillard qui emporte le corps de Laïd en Algérie, un millier de travailleurs immigrés et français. Plusieurs lèvent le poing (Photo HR).

Paris RP, Le 9 décembre 1977

Biger Raymond
Préposé-Poste sur le 2e arrondissement
Quartier 1-24 imprimés
Recette principale des postes de Paris

à
Monsieur Abdelkrim Gheraieb
Président de l'Amicale des Algériens en Europe,
et à tous ses camarades
23, Rue Louis le Grand
PARIS 2e

Chers amis et usagers,

Depuis bientôt trois ans, je suis un des préposés-distribution des PTT, qui vient deux à trois fois par jour de la Poste centrale de la rue du Louvre, pour desservir au cours de ses tournées les numéros impairs de la rue Louis Le Grand. Je suis donc un des facteurs de l'Amicale des Algériens en Europe ; votre facteur-imprimés, qui tous les jours trie, classe et glisse dans votre boite aux lettres les nombreux journaux et périodiques algériens, arabes et français, auxquels vous êtes abonnés. Par ailleurs, du fait du roulement saisonnier et de la rotation annuelle rapide du personnel de la Poste de Paris, j'ai de nombreuses fois l'occasion de monter comme facteur-lettres au 14e étage du 23, rue Louis Le Grand, pour vous y remettre en mains propres lettres recommandées et courrier ordinaire (...)

Je tiens au passage à féliciter tout le personnel de l'Amicale pour le sérieux, la politesse, l'amabilité et la cordialité, qu'il a toujours manifesté à mon égard. Je lui en suis d'autant plus reconnaissant que les postiers, «simples travailleurs accablés de besogne» — pour reprendre une expression de Lénine — sont souvent décriés, méprisés ou même insultés par des usagers imbus de leur situation privilégiée dans la société française actuelle.

Mais si aujourd'hui je vous écris à mon tour et par là-même occasion vous dévoile pour la première fois ouvertement mes opinions, c'est pour vous faire part de ma profonde tristesse ainsi que de mon indignation et de ma colère face à l'ignoble assassinat de votre camarade Sebaï Laïd par un groupe de terroristes d'extrême-droite, fascistes, et racistes. En apprenant la disparition brutale et criminelle d'un usager, qui m'était sympathique, c'est un peu comme si je perds un ami. En effet, il ne se passait pas de semaine sans laquelle la haute silhouette de Sebaï Laïd ne me croisait dans l'entrée, l'escalier ou l'ascenseur et l'immeuble, m'ouvrait avec précaution la porte de votre siége, me souhaitait la bienvenue, me saluait ou alors se renseignait sur l'acheminement et la distribution du courrier.

J'ai été particulièrement touché par son assassinat, que j'ai appris par la radio et la presse à Quimper, en Bretagne, où j'étais en congé exceptionnel pour assister mon père, victime d'un grave accident d'automobile. Dire que le matin de ce tragique 2 décembre, un peu avant le crime, j'aurais pu, en répartissant le courrier dans les boîtes aux lettres, repérer la présence suspecte du commando terroriste dans le couloir ou la cour de l'immeuble. Sachant vos locaux particulièrement visés, comme ceux de l'Office du tourisme algérien, au 50 de la rue des Petits Champs, je serai sûrement monté vous prévenir et peut-être contribué à éviter le pire à Sebaï Laïd, sous la discrétion et la réserve d'usage duquel on sentait percer toute la chaleur de l'homme du peuple.

Pour toutes ces raisons, mais aussi et surtout comme prolétaire conscient de son devoir internationaliste, je vous demande aujourd'hui d'accepter au nom de Sebaï Laïd, de ses enfants et sa famille, de ses frères immigrés en France et du peuple algérien tout entier, l'expression de mes condoléances émues et les plus sincères ainsi que le témoignage de ma solidarité la plus totale. Tout comme en avril 1976, malgré l'opposition des bureaucrates syndicaux PCF et PS, j'ai appelé mes camarades de travail à soutenir les grévistes des foyers Sonacotra et les travailleurs pakistanais expulsés en masse du 2e arrondissement par la police, je manifesterai aujourd'hui le plus concrétement possible mon soutien au peuple algérien et à ses fils immigrés en France.

Je serais donc présent à l'Institut médico-légal, le samedi 10 décembre 1977 à 13 heures 30, au rassemblement pour la levée du corps de Sebaï Laïd,.

En agissant ainsi, je pense d'une part rester fidèle à l'exemple de mon père, ancien résistant à l'occupant nazi et qui a toujours dénoncé tous les responsables et complices des sales guerres d'Indochine et d'Algérie. D'autre part, il me semble que c'est la manière le plus honnête pour un militant communiste marxiste-léniniste, candidat suppléant aux élections législatives dans le 2e et 3e arrondissements, d'honorer la mémoire de Sebaï Laïd et d'affirmer par la même occasion son opposition irréductible aux véritables responsables de sa mort : l'impérialisme, le colonialisme, le capitalisme, le fascisme et le racisme.

Chers usagers, amis et camarades,
Je vous prie d'accepter mes salutations fraternelles
Raymond BIGER

Les organisations trotskistes

D'accord entre elles
Mais sans l'être vraiment ...

Le mardi 6 décembre, trois organisations trotskistes (la LCR de Krivine, l'OCT et les CCA) se sont mis d'accord pour présenter des candidats communs aux élections. Ces candidats porteront le sigle de «Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs». Lutte ouvrière reste en dehors de l'accord signé.

Les trotskistes qui avaient une liste commune lors des municipales, iront en ordre dispersé au premier tour. «Lutte ouvrière» d'Arlette Laguillier, fera cavalier seul, prenant des allures très très très à gauche et répondant par la polémique aux appels signés par les trois autres groupes trotskistes avec lesquels elle avait signé en mars dernier.

Les trois organisations signataires de l'accord considérent qu'il faut dès maintenant annoncer le désistement pour la gauche au second tour. «Lutte ouvrière» s'y refuse. Les trois signataires de l'accord considérent qu'un gouvernement de gauche serait un gouvernement réformiste mais ouvrier. «Lutte ouvrière» parle à ce propos de gouvernement non pas ouvrier mais bourgeois, à l'égal de celui de Giscard aujourd'hui.

Mais qu'on ne s'y trompe pas, ces grands airs de durs que prend le parti d'Arlette Laguillier ne sont que de la frime. Car «Lutte ouvrière» a déjà défini par ailleurs ses positions, bien conformes à celles des trotskistes de toujours.

Dans une brochure publiée par «Lutte ouvrière» en septembre, sous le titre *«changer la vie, oui, c'est possible»*, il est dit clairement : *«Nous militons pour que la classe ouvrière envoie ses représentants au gouvernement (...)». Les représentants de la classe ouvrière»* ce sont, selon «Lutte ouvrière» Mitterrand et Marchais. De même, la revue «Lutte de classe» de cette même organisation précise: *«Certes, nous sommes pour une victoire électorale de la gauche (...)»*, dans le numéro de novembre.

Ce qui veut dire, en toute logique, que le moment venu, Arlette Laguillier appellera à voter au second tour pour les dirigeants du PCF et du PS. Bien sûr, on met quelques restrictions :

«Nous militons pour que la victoire électorale de la gauche se fasse sans illusion».

Position commune à tous les trotskistes : parler de la révolution, de la lutte au premier tour, appeler à voter pour l'Union de la gauche au second tour, tout en la dénonçant. Pour diriger une organisation trotskiste, il faut avoir l'esprit tortueux.

° Villeneuve d'Ascq (Lille)

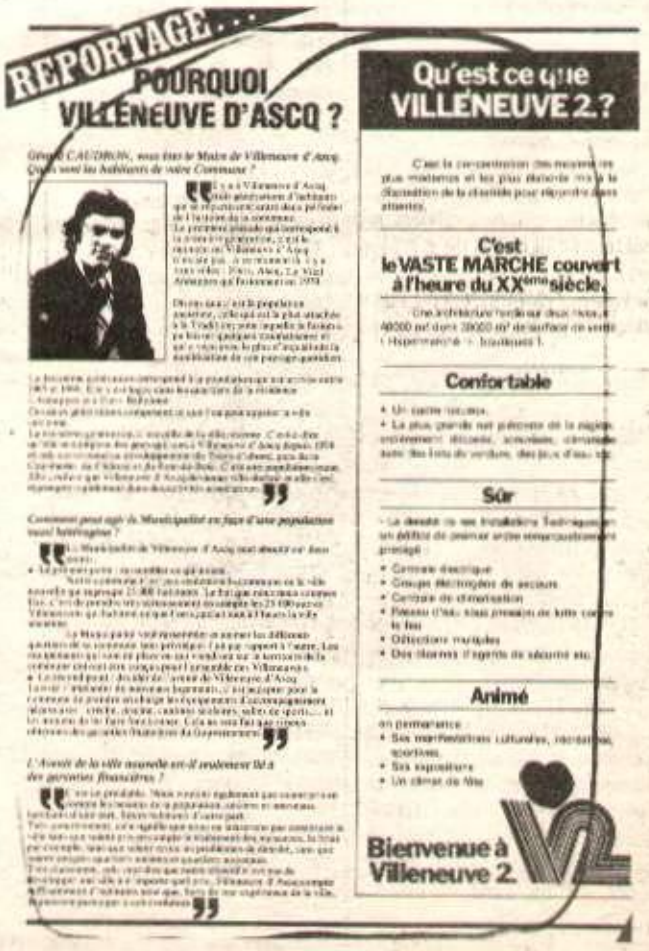
La gauche pleine de convoitises

Suite de la page 3

Le PCF aussi

Mais ce n'est pas fini ! Dans l'Union de la gauche, il y a aussi le PCF. Bien sûr, il y a bien des tiraillements, puisqu'il parait que le PS est passé à droite. Alors, il y a eu des mots entre les deux partenaires. Notebart a même failli virer les représentants révisionnistes de la Communauté urbaine, mais finalement ils sont revenus. Et puis dans «Liberté», on ne rate pas une occasion pour casser du sucre sur les «alliés». Mais pour le centre commercial, tout le monde s'est retrouvé et «Liberté», avec force photos, nous décrit l'ouverture de ce sanctuaire en lui souhaitant longue et bonne vie !

Vraiment dans ce panier de crabes, il est bien difficile de faire la différence entre la droite qui gère le capitalisme et les jeunes loups de la gauche qui veulent gérer encore mieux le même système.



SOUSCRIPTION

Mobilisation générale pour les 60 millions !

L'appel pressant contenu dans le quotidien de jeudi 8 décembre m'incite à vous écrire.

Ce n'est pas vraiment pour vous faire part d'une initiative, mais plutôt pour faire comprendre aux lecteurs l'intérêt du calendrier dans la souscription.

Tout d'abord, ce calendrier est excellent car avec ses photos, il aborde à chaque page un aspect de la vie des travailleurs. Voilà pourquoi, quand on leur présente, il est bien reçu.

Ensuite, il a un grand contenu de classe. On y voit la force du peuple, l'action des ouvriers, des petits paysans, des femmes, de nos frères immigrés... C'est donc un bon moyen pour les marxistes-léninistes de développer leurs idées.

Enfin, sa vente constitue un soutien à notre quotidien.

Voilà pourquoi ce calendrier ne s'adresse pas uniquement à ceux qui sympathisent avec nos idées. Il s'adresse à tous ceux qui ont envie de changer de société, même si pour l'instant, il ne sont pas prêts à nous suivre.

Pour ma part, j'en ai déjà vendu huit. (Dont cinq à des ouvriers). Et ce n'est pas fini ! Je pense en vendre encore quelques-uns.

Un camarade de l'Essonne.

Pour soutenir la souscription Diffusez

LE CALENDRIER 1978

Prix minimum **10 F**

Ne tardez plus, dans trois semaines, il sera un peu tard pour le proposer

RECTIFICATIF : Pour le calendrier et la brochure, passez vos commandes à l'Humanité rouge et non à l'APN.

LE COMITE DE SAUVEGARDE DES LIBERTES (Collectif des organisations patriotiques : UPC, PCS, GRS, UTCE, CSC, DONNE CORSE, Canta u Populu Corsu, Arte Corsu, Scola Nustrale) organise :

LE SAMEDI 17 DECEMBRE
A partir de 20 h
Salle Lancry - 10, rue de Lancry - Paris 20e
(métro République)

Une soirée qui comprendra :
– Une partie artistique animée par Canta u Populu Corsu de Paris.
– Une information sur la répression.
– Un exposé-débat animé par José Stromboni sur le thème : LA CORSE EST-ELLE UN PAYS PAUVRE ? SITUATION ACTUELLE ET PERSPECTIVES.

VENEZ NOMBREUX !
AVENU BISOGNU DI TUTTI !

Foyer Sonacotra de Montreuil

Le comité des résidents du foyer de Montreuil lance un appel pressant à tous les travailleurs français et immigrés, à tous les démocrates de France, à se mobiliser contre les expulsions.

LES CAMARADES NE DOIVENT PAS ETRE EXPULSES !

Rassemblement, samedi 17 décembre à 15 h, devant le foyer, 16 place Bertie Albrecht, 93100 Montreuil. (Métro mairie de Montreuil, bus 115, station Villiers)

Contre l'extradition de Klaus Croissant
Pour la défense de nos libertés
Pour le respect du droit d'asile politique

MEETING

Mardi 20 décembre
Foyer du palais de la Foire à 20 h 30
VALENCE (Drôme)
Avec la participation d'avocats et de magistrats.
Venez tous nombreux...

Affaire Marchaudon

LA MAFFIA POLICIERE

Le 23 août dernier, le policier Marchaudon abattait Mustapha Boukhezer. Le brigadier Marchaudon était inculpé d'homicide volontaire. Mais contrairement à la formule, la justice ne suit pas son cours.

Sur la base des témoignages de cinq personnes dont un autre policier, Catteau, les faits avaient été présentés ainsi au début de l'enquête : Chatenay-Malabry, le 23 août, des jeunes vont tenter un hold-up, la police intervient, ils fuient ; l'un d'eux tombe à plat ventre sur le trottoir, le brigadier Marchaudon arrête alors de courir, s'approche du jeune algérien sans défense et l'achève de plusieurs balles tirées à bout portant.

La version de Marchaudon : à la dernière cartouche, Mustapha Boukhezzer était encore debout... après 5 balles de 7,65 dans le corps, dont deux tirées de 40 à 80 cm et une de 35 cm. Quel cynisme !

Mais, mardi, lors de la reconstitution, les témoins déclaraient qu'au fond, ils n'étaient pas sûrs d'avoir vu l'Algérien tomber, pas sûrs d'avoir vu le flic tirer, qu'au fond, ils n'avaient pas vu grand-chose...

Quelles pression ont-ils subies pour revenir ainsi sur leurs premières déclarations?

Aujourd'hui, le policier déclare tranquillement : j'ai tiré *«dans le feu de l'action»* sur un homme debout et *«menaçant»*. Outre le fait que même «dans le feu de l'action», cela resterait un crime, trop de «détails» de l'enquête prouvent qu'il n'en fut pas ainsi.

C'est sur la base par exemple de certaines preuves comme les trois impacts de balles relevés dans le bitume qu'il avait été déduit au début de l'enquête que le brigadier Marchaudon avait assassiné de sang-froid un homme allongé à terre sur le ventre, sans arme.

Aujourd'hui, on parle de tir sur un homme debout. Un tir horizontal, qui aurait laissé trois impacts de balle dans le sol... Tout le monde, mardi, avait l'air de trouver cela normal !

Tellement normal, que le brigadier assassin affichait une calme confiance en lui, souriait d'un air complice à ses collègues...

Nous ne voyons qu'une seule réponse à toutes ces questions : Marchaudon est couvert, couvert en haut lieu. Et si le brigadier criminel se trouve ainsi couvert en haut lieu par ses supérieurs, s'il se trouve face à un juge d'instruction peu soucieux de certains «détails», c'est bien toute la responsabilité de l'appareil d'État qui apparaît là.

Marchaudon, ce n'est au fond que la main qui tire. La tête qui commande, c'est le pouvoir, le gouvernement, qui sème la répression et le racisme, qui met dans la tête des flics une idéologie de justiciers de l'ordre, de héros à la gachette facile.

Et quand un flic passe clairement aux actes, quand il se comporte clairement comme le dernier des gangsters, il ne craint pas grand chose...

Le match Mitterrand-Marchais

Des révélations intéressantes

Le pugilat auquel se livrent Mitterrand et Marchais avec une ardeur décuplée, est l'occasion de révélations intéressantes. Mais au-delà ce ces querelles c'est bien contre les intérêts des travailleurs que se développe cette polémique.

Il semble que ce soient les derniers sondages, c'est à dire les déplacements de voix aux futures élections qui ont motivé cette recrudescence de la polémique.

LA CONTRE ATTAQUE DE MITTERRAND

Ce que révèlent ces sondages (dans la mesure où ils sont crédibles) c'est tout d'abord que les partis de droite n'ont pas gagné de voix malgré la division de la gauche. Celà est dû au fait que depuis la rupture du Programme commun, les partis de droite sont divisés sur la tactique à suivre face au PCF et au PS, mais surtout cela est dû au fait que les travailleurs voient de plus en plus combien la politique de la majorité gouvernementale est contre leurs intérêts.

Les sondages révèlent aussi que les deux partis de gauche, n'ont pas subi de modification dans leur influence électorale. Ce qui veut dire concrètement que la progression du PS est aujourd'hui arrêtée. Le PS est loin d'être passé au niveau des 35% de voix que Deferre prédisait pour le PS au lendemain de la rupture de la gauche.

Voilà ce qui peut expliquer la recrudescence du terrorisme verbal de Mitterrand par rapport à Marchais depuis le week-end dernier. La grande idée de Mitterrand est aujourd'hui : «Le PCF collabore avec Giscard », ni plus ni moins !

DES REVELATIONS INTERESSANTES

Dans le fouillis des accusations lancées de part et d'autre, il y a certaines révélations qui ne doivent pas tomber dans l'oreille d'un sourd.

C'est ainsi que Marchais a condamné le fait que Mitterrand se soit de façon précipitée, proposé comme président de la république, en plein mai-juin 68, à la télévision; qu'il se voyait élu à cette présidence dès le premier tour en 1974 et qu'il avait déjà réparti les ministères. Aux yeux de Marchais c'est la preuve d'une ambition personnelle démesurée.

Mitterrand dément en bloc et avec vigueur.

Mais qui peut penser que le secrétaire du PS soit un homme désintéressé, qui n'aurait pas la fringale du pouvoir.?

Nous sommes très curieux de voir comment le PCF fera oublier toutes ces révélations qu'il fait aujourd'hui, si demain il se trouve (au second tour des législatives par exemple) obligé de repasser un accord avec ce même Mitterrand.

Comment expliquera t-il à nouveau que Mitterrand est le candidat des travailleurs de la gauche, etc, après tous les discours de ces temps-ci?

Dessin de «France-Nouvelle», hebdomadaire central du PCF. La perspective (peu réjouissante) que les dirigeants du PCF ouvre aux travailleurs : pousser le PS à gauche... Il y a de l'espoir !...

CONTRE LES TRAVAILLEURS

Toutes les occasions sont bonnes aux dirigeants des deux partis pour relancer la polémique. Nous avons déjà condamné le fait qu'en plein meeting en l'honneur de l'ouvrier algérien Laid Sebaï à Paris, la polémique PS-PC avait un moment dominé les interventions : Fait absolument scandaleux.

Eh bien, lundi dernier, le conseil régional de Haute-Normandie était réuni pour discuter du chômage sur la région : 400 000 chômeurs dont plus de la moitié de jeunes. Mais ce n'est de chômage que l'on discuta.

Il se déroula un pugilat entre Fabius du PS et Leroy du PCF.

La polémique entre les dirigeants des deux partis servirait, à les entendre, les intérêts des travailleurs.

C'est faux. Les intérêts des travailleurs, la lutte contre le racisme ou le chômage, ne sont que des prétextes pour ces beaux messieurs, uniquement occupés à régler leurs comptes électoraux.

LA CHINE

A TRAVERS SA PRESSE
EN LANGUE FRANÇAISE

EXPOSITION

PEKIN INFORMATION — LITTERATURE CHINOISE
LA CHINE EN CONSTRUCTION — LA CHINE

Culture-Diffusion — 68, rue de Belleville

(juste à côté de la librairie Les Herbes sauvages)
PARIS 20ème

L'exposition sera ouverte
du 5 au 19 décembre inclus :

lundi - mardi - jeudi - vendredi :	de 17 H à 19 H
mercredi :	de 14 H à 19 H
samedi :	toute la journée
dimanche :	de 10 H à 13 H

Imp. spéc.

A nos correspondants et lecteurs

Ceux qui ont téléphoné ces jours-ci ont pu constater que le répondeur téléphonique de marchait pas.

Nous demandons aux correspondants et aux lecteurs qui désirent communiquer avec nous, d'écrire au journal jusqu'à lundi matin. Si toutefois des informations sont urgentes, et si les camarades peuvent passer dans nos locaux, qu'ils le fassent.

• Villers-St-Sépulcre (Oise)

Lutte victorieuse chez Marcel Picot

C'est il y a peu de temps que mes camarades et moi décidèrent de demander une entrevue avec la direction afin d'obtenir trois revendications principales : la semaine de 40 h sans réduction de salaire, le 13e mois et 6 % d'augmentation, espérant ainsi arracher le maximum au capital.

L'audience eut lieu le lendemain matin, dans un bureau de la direction, entre le patron, le directeur, deux représentantes femmes, un camarade et moi-même. Celle-ci ne se révéla pas fructueuse car après avoir quelque peu parlementé, le capitaliste se retrancha derrière le plan Barre et refusa catégoriquement les trois propositions.

Nous rapportâmes aux personnels ce qui avait été dit durant l'entretien. Celui-ci ne tarda pas à réagir, mis en confiance par l'aboutissement et la réussite, lors d'une semblable négociation sur l'obtention des blouses, de chaussures de sécurité, 6 % d'augmentation quelques mois auparavant. C'est donc après avoir délibéré avec le personnel que nous lançames un préavis de grève vers la direction. Ceci suscita une colère abominable chez le patron, qui alla même, avant son départ, jusqu'à nous qualifier de meneurs d'hommes, ce qui est pour notre part très flatteur.

48 h plus tard, le jour où nous devions déclencher la grève illimitée, le patron revint, ayant avec lui un carnet rédigé de compromis. Après des discussions très serrées, nous avons obtenu la semaine de 40 h sans déduction de salaire.

C'est pour nous une victoire sur l'exploiteur d'avoir arraché une des principales revendications demandées malgré l'absence de syndicat au sein de l'entreprise.

A noter que l'encadrement, interressé lui aussi par les 40 h, ne participa pas à l'action entreprise, ayant pour excuse d'être trop ancien dans la maison. Les chefs préfèrent rester les gardes-chiourmes du capital.

• Papeteries Bolloré
(Odet près de Quimper)

Un accident du travail aux conséquences mortelles

Le dimanche 4 décembre, alors qu'il venait tout juste de reprendre son travail, J.F Le Moing (29ans), ouvrier aux papeteries Bolloré, est happé par les cylindres inférieurs d'une machine et meurt très peu de temps après l'accident.

«Il semble que M.le Moing ait fait un faux mouvement» et voilà vite expliquée la cause de cet accident.

On peut tout de même se demander si les cadences infernales imposées aux ouvriers, depuis la réorganisation de l'usine, n'y seraient pas pour quelque chose. Il y a moins d'un an cette entreprise licenciait une centaine de personnes et aujourd'hui sa production est supérieure à ce qu'elle était alors.

• Guingamp

LA FONDERIE DU TREGOR EN GREVE ILLIMITEE

Depuis le mardi 6 décembre, les 80 ouvriers et ouvrières de la Fonderie se sont mis en grève illimitée, suite à l'échec des négociations avec la direction. Car pour les ouvriers et leur section syndicale CGT, il n'est plus possible de travailler dans les conditions déplorables où ils sont. Depuis le mois de mars 1977, ils sont en chômage technique, de mars à septembre, ils faisaient 24 heures par semaine, les heures manquantes étant payées en chômage technique.

La direction avait «promis» de rétablir les horaires à 40 heures en janvier 1978, puis soudain, il n'en est plus question. Cette situation pose de plus, le problème de l'emploi des 80 ouvriers et ouvrières, car un licenciement collectif pourrait bien faire suite à cette période de chômage partiel. Les autres revendications des travailleurs n'ont pas reçu de réponse ; ce sont une prime de 1 000 F de fin d'année et l'amélioration des conditions de travail.

Alors ici, quelques exemples : l'usine est complètement pourrie ! Il pleut dans les ateliers, les carreaux sont cassés, et jamais remplacés, le toit est percé. Les ateliers ne sont jamais balayés ce qui fait que les ouvriers travaillent dans la poussière ou la boue selon le temps ! Le bruit des machines n'arrange rien, et il n'y a pas de chauffage (*«on se caille là-dedans»* déclarent les ouvriers et ouvrières).

Pendant ce temps, la direction, Tosser PDG, actionnaire à 50 % et Joliff, directeur local, eux font bombance, comme le dit un ouvrier : *«Ils sont actionnaires chez Martini»*. En effet, ces messieurs ne crachent pas sur une «petit» verre.

Les salaires eux aussi ont suivi la courbe descendante des horaires. Un ouvrier à la peinture, payé avant mars environ 2 200 F net, ne touche plus que 1 800 F net ! La plupart des salaires ont diminué de 300 F et 400 F par mois. Comme dirait Barre : *«Le revenu des Français augmente»*. Merci bien ! La plupart des ouvriers sont des OS, à peine une quinzaine depuis des dizaines d'années. A la Fonderie, il y a des anciens travailleurs de l'usine Tanvez qui ferma il y a 15 ans. Ils sont âgés. Pour eux, un licenciement c'est la tragédie. Où trouveraient-ils à se reclasser alors que Guingamp compte 2 500 chômeurs ?

Pourtant, les ouvriers et la CGT disent : comment se fait-il que la Fonderie du Pas qui est installée à 40 km de Guingamp travaille-t-elle à temps plein ? 40 heures et même on y fait des heures supplémentaires : 41 heures 25 ! Comment se fait-il qu'au Pas, on embauche et qu'à Guingamp on mette au chômage les ouvriers ? Comment se fait-il que l'usine du Pas est bien tenue et que celle de Guingamp tombe en ruine ? La réponse c'est Dumortier, autre actionnaire à 50 % (à une fonderie, à Givors) qui la donne : *«J'ai déjà fermé quatorze fonderies, Guingamp sera la quinzième !»*

Quel cynisme ! Et cela va bien dans le plan de restructuration de la sidérurgie française, de Thionville à Guingamp en passant par Saint-Brieuc, les patrons capitalistes licencient, mettent au chômage technique, déclassent.

MAIS LA RIPOSTE VIENT !

Forts de leur unité et de leur détermination, les ouvriers et ouvrières sont descendus dans la rue, le vendredi 9 décembre pour crier leur colère. Une manifestation combative aux cris de *«Tosser t'es foutu, le Trégor est dans la rue»*, *«Du travail à Guingamp»*, *«Giscard-Barre, y'en a marre»*, se dirigeait vers la mairie, où le maire François Leizour (PCF) devait recevoir les délégués. Puis les ouvriers se rendirent à la sous-préfecture, avant de revenir à l'usine. Une action de popularisation, par tracts, de la lutte doit être entreprise.

Pour leur part, les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge appellent les travailleurs de Guingamp et de la région à soutenir résolument la lutte des métallos de la Fonderie, ceci en passant les voir, en participant aux actions décidées par les ouvriers et en organisant maintenant la solidarité financière.

Pas un seul licenciement à la Fonderie !

NON au chômage technique !

Satisfaction de toutes les revendications !

Les capitalistes peuvent payer !

Correspondant HR-Guingamp, avec l'accord des grévistes.

• Le Havre

Grève au CES Sous Bretonne

Les enseignants du CES sous-bretonne au Havre, sont en grève depuis lundi midi. Ils réclament la nomination d'un instituteur spécialisé sur la classe du 3e CPA. Cette classe a eu déjà plusieurs remplaçants depuis le début de l'année scolaire. La dernière, une maîtresse auxiliaire, a été contrainte de démissionner de l'Éducation nationale à cause des conditions de travail (en particulier aucun matériel permettant de proposer autre chose à ses élèves). La politique du rectorat pour résoudre le problème des maitres auxiliaires consiste à les nommer sur de tels postes afin de les pousser à démissionner.

Les élèves de 3e CPA étant à la rue depuis une semaine, les enseignants avaient décidé d'organiser à partir de lundi matin une garderie générale. Ils ont été informés que cette garderie signifiait perte totale du salaire. Aussi se sont-ils mis en grève à partir de lundi midi.

De plus, ils réclament l'embauche d'instituteurs remplaçants, car un instituteur malade depuis 10 jours n'a toujours pas été remplacé.

La grève s'est poursuivie aujourd'hui mardi toute la journée, avec information sur tous les CES du Havre et auprès des parents d'élèves.

De plus, les parents d'élèves (Cornec) qui s'étaient rendus au rectorat à Rouen, lundi matin ont été reçus par un cordon de flics — une délégation de parents étant devant le rectorat, celui-ci était gardé. Aucune délégation n'a été reçue.

Les conditions de travail pour les enfants et les enseignants sont particulièrement lamentables dans ce CES, par exemple il existe une salle de documentation mais elle est complètement vide.

Hier lundi, les marins du Léopard (car-ferry qui doit être vendu à une compagnie anglaise ce qui entrainera le licenciement du personnel) qui occupaient les quais d'embarquement des car ferry ont été évacués par les CRS.

Correspondant HR

• ARGENTEUIL

MANIFESTATION

Pour protester contre

l'assassinat de Laïd Sebaï
contre les agressions racistes à Argenteuil

Vendredi 16 décembre
18 h à la gare centrale

A l'appel des organisations d'Argenteuil suivantes :
Les Comités de résidents Sonacotra.
La Fédération anarchiste.
La Ligue des droits de l'homme.
L'Humanité rouge.